Madame, Monsieur,

Suite à la publication de la tribune « Plus jamais ça ! Préparons le jour d'après » le 27 mars dernier, vous nous avez envoyé un courrier que nous avons lu avec beaucoup d'attention. En premier lieu nos organisations tenaient à vous remercier pour l'intérêt que vous avez manifesté suite à la publication de cette tribune. La gravité de la période que nous traversons nécessite pour nous de sortir des pratiques et postures antérieures.

Vous l'aurez compris, le but pour nos organisations est de faire front dès maintenant afin d'obtenir de réelles mesures d'urgence contre la pandémie mais également de commencer à préparer des réponses communes pour l'après-crise. C'est dans ce sens qu'une pétition exigeant des mesures immédiates et des mesures pour le jour d'après a été mise en ligne mardi 7 avril.

Nos organisations saluent la volonté de dialogue dont vous faites part dans votre courrier, et pensent unanimement que le jour d'après ne sera que meilleur si celui-ci se construit dans un dialogue serein et apaisé parmi toutes les forces progressistes du pays. Elles tiennent aussi à rappeler que les organisations signataires sont indépendantes et ne sont donc pas dans une démarche électorale.

Il semble impensable que la gestion de l'après-crise puisse se faire sans mettre l'écologie et le social au cœur de toutes les actions et politiques publiques et sans considérer la dimension globale du modèle dominant qui frappe aussi durement les populations des pays du Sud. En plaçant ces valeurs au centre des débats, en faisant de la question écologique et sociale une priorité, nous sommes persuadés que nous pouvons construire un dialogue et un travail commun essentiel.

En construisant petit à petit des liens, nos organisations sont arrivées à la conclusion que nos points de convergences sont nombreux et que c'est en commun qu'il nous faut lutter contre le retour des politiques qui nous ont amenées à subir la crise actuelle.

Nous avons l'ambition de construire un futur, écologique, féministe, social et démocratique, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral. Ce projet doit être débattu largement dans toute la société. Cela suppose de repenser aussi les formes du débat démocratique et l'articulation entre les mouvements sociaux et les organisations politiques. Des espaces de débats larges, sans exclusivité, doivent pouvoir s'établir entre les mouvements sociaux, les forces progressistes et humanistes et toutes celles et ceux qui sont motivés par ce défi.

Dans le respect de l'indépendance essentielle pour les mouvements sociaux, nous pourrions envisager un dialogue, voire la construction d'initiatives communes, entre d'une part notre cadre -rassemblant des organisations syndicales et associatives- et d'autre part les forces politiques qui partagent nos idées.

Dans l'attente que ces échanges aient lieu pour construire le jour d'après.

Respectueusement,